

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018

Réponse d'EDF

21 mars 2014

Depuis fin 2011, le sud de la France (zones GRTgaz Sud et TIGF) connaît de fortes tensions sur les prix qui (i) pénalisent la compétitivité des consommateurs industriels de ces zones - notamment les gazo-intensifs - qui acquittent une partie de leur approvisionnement au prix de marché malgré la capacité Nord-Sud qui leurs a été réservée et qui (ii) font obstacle au développement de la concurrence sur la fourniture, en particulier auprès des consommateurs au Tarif Réglementé de Vente (TRV).

Ces tensions de prix au Sud de la France ne sont pas le signe de marchés inefficients mais la conséquence de la congestion du réseau de transport du Nord vers le Sud, du prix élevé du marché spot du GNL et de l'augmentation de l'exportation vers l'Espagne, qui permet aux acteurs ibériques de minimiser leurs propres importations nettes de GNL et de valoriser leurs cargaisons sur des marchés plus rémunérateurs.

Ainsi, à moyen terme, EDF estime que la réponse structurelle à cette situation est de décongestionner la liaison Nord vers Sud en renforçant les réseaux et en réalisant la fusion des zones. EDF se félicite donc de la position de la CRE et de sa recommandation de prochainement créer, au plus tard en 2018, une place de marché unique en France. Toutefois, dans l'attente de la réalisation de ces investissements, la mise en place de mesures est nécessaire compte tenu de la durée de cette phase transitoire (quatre ans environ). Enfin, EDF tient à souligner que ces mesures transitoires doivent viser à minimiser le coût pour la collectivité de l'approvisionnement en gaz.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?

EDF partage les analyses de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry. Par ailleurs, EDF remarque que le scénario « *Tomorrow as today* » qui est le moins favorable en matière d'attractivité de l'Europe pour le GNL est en fait d'ores et déjà dépassé si l'on se réfère aux dernières évolutions du *spread* Nord-Sud. Les conclusions de l'étude sur l'intérêt du renforcement de la liaison Nord-Sud sont donc confirmées.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?

EDF partage les conclusions de l'étude à l'échelle de la France tant pour les résultats quantitatifs que qualitatifs. EDF souhaite insister sur le fait que sans fusion des zones Nord et Sud, le maintien d'une situation de *spreads* de prix importants entre les zones Nord et Sud n'est pas tenable à long terme, ni pour les consommateurs, ni pour les fournisseurs alternatifs qui pourraient être contraints de renoncer à toute activité en zone Sud.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?

EDF partage également l'analyse de la CRE en ce qui concerne les résultats de l'étude à l'échelle de l'Europe et soutient la démarche visant à faire reconnaître l'intérêt européen de ce projet à travers la reconnaissance du statut de projet d'intérêt commun (PCI) et la demande de subvention y afférente.

Cet investissement aurait également des effets bénéfiques sur le marché espagnol et ses coûts pourraient, comme suggéré par la CRE, faire l'objet d'une répartition entre la France et l'Espagne. Toutefois, dans le cas d'une fusion des zones en France, le coût économique du transport du gaz du nord de la France jusqu'à la frontière espagnole devrait être répercuté dans le prix des capacités de sortie vers l'Espagne.

Lors de consultations précédentes¹, EDF avait déjà souligné les difficultés d'approvisionnement de la zone Grand Sud et les risques liés au développement des interconnexions avec l'Espagne. Ces interconnexions ayant été récemment développées alors que les capacités Nord vers Sud sont restées inchangées, la minimisation des coûts de rééquilibrage de la zone unique France est étroitement dépendante de l'utilisation des capacités de la France vers l'Espagne.

Question 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

EDF soutient les orientations envisagées par la CRE et se félicite de la décision de créer, au plus tard en 2018, une place de marché unique en France. L'investissement pour décongestionner la liaison Nord-Sud est une solution structurelle économiquement pertinente et semble la seule à même de répondre de façon durable aux besoins du marché Français. EDF est donc particulièrement satisfaite de l'émergence de cette solution combinant les projets Val de Saône et Gascogne/Midi et recommande que sa réalisation soit engagée sans délai.

Question 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?

Depuis plusieurs années, EDF soutient l'idée de créer une zone de marché unique du gaz en France. Cette décision a nécessité de nombreux échanges entre régulateurs, gestionnaires de réseaux et acteurs de marché.

Dans l'attente de ces investissements et pour permettre la maîtrise du prix acquitté par les clients finals de la zone Sud, EDF accueillerait favorablement une fusion anticipée des zones Nord et Sud. Néanmoins EDF a des réserves sur les modalités de sa réalisation. Il est primordial de rester vigilant sur les coûts induits par des mesures transitoires qui ne seraient mises en œuvre que pour une durée limitée (environ quatre ans). Enfin, l'ensemble des solutions techniques et contractuelles permettant de soulager la congestion Nord-Sud devraient être analysées et comparées. En tout état de cause, cette approche ne doit pas conduire à retarder les investissements visant à décongestionner la liaison Nord-Sud qui est une solution structurelle économiquement pertinente.

¹ Notamment consultation publique de la CRE de mai 2009 sur le développement des interconnexions avec l'Espagne

Question 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?

Les flux de GNL à Fos sont nécessaires en l'état actuel du bilan gaz du Sud de la France et des réseaux de transport (capacités Nord vers Sud et capacités France vers Espagne), indépendamment de l'architecture de marché choisie (zones séparées ou fusionnées). La fusion des zones ne fait que modifier l'expression de cette contrainte, mais n'augmente pas le niveau nécessaire des flux de GNL à Fos. En revanche, ce niveau de flux est directement dépendant du niveau d'importation de l'Espagne depuis la France. Aussi, en l'état actuel des réseaux, le traitement des tensions dans le Sud de la France nécessite à la fois un traitement des importations de GNL à Fos et la limitation des exportations de gaz gazeux vers l'Espagne. Cette dernière doit notamment être analysée à la lumière des rechargements très importants de GNL en Espagne constatés au cours de ces dernières années et en forte augmentation en 2013.

Comme indiqué dans la réponse à la question 5, il est crucial de mesurer l'intérêt des mécanismes proposés au regard de leurs coûts. Ainsi, en se fondant sur les estimations de la CRE, des flux de GNL à Fos fondés sur des achats *spot* (passant par des achats du GRT ou des obligations de flux) auraient un coût pouvant atteindre un milliard d'euros par an si ces flux étaient payés au prix du GNL en Asie. EDF est pour le moins étonnée qu'une telle dépense puisse être envisagée pour les raisons suivantes :

- alors qu'il a fallu près de six ans pour décider d'une solution réglant de façon pérenne la situation, pour un coût inférieur à un milliard d'euros, il semble étonnant de décider en quelques semaines de mesures dont le coût peut atteindre plusieurs milliards d'euros ;
- si les deux mesures envisagées étaient mises en œuvre par anticipation, cela reviendrait à l'acceptation *a priori* d'une perte maximale potentielle liée au différentiel de prix entre le Nord et le Sud ;
- la question de la répartition des surcoûts à l'aval n'a pas été étudiée ;
- en ce qui concerne l'option « *obligation de flux limitée aux détenteurs de capacités de regazéification à Fos* », il est utile d'insister sur le fait que (i) la détention de capacités de regazéification n'implique pas nécessairement la détention de contrats d'approvisionnements

de GNL par ses souscripteurs, que (ii) des capacités disponibles non encore souscrites existent dans ce terminal et que (iii) des dispositifs d'UIOLI sont déjà en place pour mettre à disposition du marché les capacités non utilisées ;

- en ce qui concerne l'option « *certificats de GNL* », EDF s'interroge sur la complexité de la mise en œuvre d'une telle mesure et donc sur sa compatibilité avec un dispositif transitoire.
- cette option considère que les contrats historiques de GNL livrables à Fos sont valorisés à prix de marché *spot* GNL auprès des consommateurs ce qui confère un effet d'aubaine très important qui pourrait conduire à la renégociation des contrats et donc profiter, *in fine*, aux producteurs. Cette situation se révélerait donc perdante pour l'économie et l'intérêt collectif français.

Question 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?

EDF considère que, là encore, ces outils ont un coût déraisonnable pour la collectivité. De plus, EDF estime que ce mécanisme est inefficace dans la mesure où il existe un risque que la capacité remise sur le marché soit utilisée pour recharger du GNL à Fos ou éventuellement pour des exportations supplémentaires vers l'Espagne. Force est de constater que tous les efforts menés jusqu'alors pour améliorer le fonctionnement de la liaison Nord vers Sud n'ont pas pu empêcher l'aggravation des tensions dans le sud de la France.

Question 8 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?

Le traitement de la congestion Sud-Est est un problème différent du sujet de la fusion Nord/Sud et doit donc être traité différemment. Il s'agit en effet d'un problème de congestion locale réseau comme il peut en exister à d'autres points du réseau lorsque certains facteurs sont réunis. Concernant la congestion Sud-Est, elle se réalise lorsqu'il fait froid, qu'il n'y a pas d'injection à Fos ni de soutirage au PITS Sud-Est (groupement de stockage Saline).

Pour permettre la gestion de ce type de congestion, il est donc nécessaire que les GRT disposent de tous les outils nécessaires. Ainsi, plutôt qu'un outil dédié, qui sera toujours sous-optimal, EDF considère qu'à l'instar du mécanisme d'ajustement électrique et comme cela avait été proposé

en 2009 lors des travaux de la Concertation Gaz sur la structure contractuelle des zones de transport, il serait nécessaire de mettre en place un mécanisme d'équilibrage géographique permettant aux GRT d'intervenir avec des fenêtres beaucoup plus flexibles. Ce mécanisme permettrait également aux expéditeurs de proposer leurs flexibilités au GRT, en particulier celles sur les injections et soutirages des stockages. Ce dernier pourrait alors activer ces flexibilités selon un ordre de mérite économique, permettant ainsi d'assurer l'efficacité du mécanisme, comme c'est déjà le cas dans les marchés gaziers les plus actifs et liquides tels que les marchés britannique et néerlandais. Par ailleurs, ce mécanisme serait pérenne dans le temps et pourrait être utilisé pour toutes les congestions locales.

Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

EDF est favorable aux orientations de la CRE concernant la décision d'investissement sans délais et la création de la place de marché unique en 2018. Pour ce qui concerne la période transitoire, EDF estime nécessaire une résolution au plus tôt des tensions dans le sud de la France, mais estime que les outils proposés ont un coût déraisonnable et une efficacité incertaine, et qu'il convient donc que des solutions mieux optimisées au regard de l'intérêt collectif soient recherchées.

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

EDF n'a pas d'autres remarques à formuler.

ooOoo